

GUATEMALA - Le problème agraire historique

Factor Méndez Doninelli

vendredi 28 août 2020, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

21 août 2020.

Entre l'indifférence historique de l'État et des autorités, l'absence de législation agraire, la vénalité installée au sein du système d'administration de la justice et la domination des élites néolibérales, les conflits agraires s'aggravent au Guatemala, un pays d'Amérique centrale qui, selon les données du dernier recensement de population de 2018, dépasse les 16 millions d'habitants. C'est une société multiethnique, pluriculturelle et plurilingue, dans laquelle sont parlées 22 langues mayas, plus le garifuna, le xinca et le castillan, cette dernière étant la langue officielle.

La présence majoritaire des ethnies maya, héritières de leurs ancêtres millénaires, sont un témoignage vivant des peuples originels, ces habitants qui durant des siècles ont vécu sur le territoire de la Mésoamérique que les Espagnols usurpèrent, au XVe siècle, par la force, par l'occupation des terres, la domination, la sujétion et la colonisation de la population. Depuis cette époque les territoires ancestraux des peuples originels leur ont été arrachés avec une extrême violence. Depuis lors les Indiens et les paysans réclament l'accès à la terre pour produire leur alimentation. Depuis plus de cinq cents ans, les Indiens et les paysans guatémaltèques qui subissent usurpations, injustices, iniquité, et en dépit de l'adversité, de la criminalisation de leurs luttes et la répression par le système, poursuivent leur combat pour la défense de leur territoire et de leur vie.

Au Guatemala, la terre dévolue à l'agriculture est concentrée entre peu de mains : 5 % de la population la possède et l'exploite pour son seul bénéfice personnel ; elle est consacrée à la monoculture de la canne à sucre et au palmier à huile à des fins industrielles. L'expansion de la zone agricole dédiée à ce type de monoculture met en péril la sécurité alimentaire de la population vulnérable.

Ce pays d'Amérique centrale connaît des taux élevés de dénutrition infantine chronique : 50% des enfants de 0 à 5 ans en souffrent, des millions de personnes vivent dans des situations de pauvreté et de pauvreté extrême. Dans les cinq dernières années, 2015-2020, la pauvreté a augmenté. Il y a aujourd'hui plus de gens pauvres qu'il y a cinq ans. Cette situation est encore aggravée par les dommages collatéraux provoqués par la pandémie de la COVID-19. Pour exemple, l'Institut national des statistiques (INE) estime que le confinement de presque cinq mois, ordonné par les autorités face à l'urgence sanitaire, a occasionné la perte de 630 mille emplois, aggravant les conditions économiques précaires dans lesquelles survivent des millions d'habitants, en particulier dans les zones rurales où font défaut les possibilités d'emplois, les services de base comme l'eau potable, l'énergie électrique ou les centres de santé.

L'expulsion violente et extrajudiciaire qui a eu lieu à la fin de la semaine dernière à Cubilgüitz, une communauté indienne de l'ethnie Q'echí à Cobán, Alta Verapaz, est un autre drame humain qui reflète pleinement le calvaire des familles indiennes paysannes qui, comme je l'ai dit, est historique sans que l'État ait été capable d'offrir des solutions bien qu'il ait le devoir constitutionnel de veiller au bien commun et de le garantir, ainsi que de protéger la vie, l'intégrité et la sécurité de tous les citoyens.

C'est une histoire qui se répète sous tous les gouvernements, qui a son origine dans l'invasion mercenaire des Espagnols, en 1492, et qui se prolonge avec Justo Rufino Barrios qui, au XIXe siècle, arracha des terres aux peuples originels pour les octroyer à des familles d'Allemands qui sont venus s'installer sur des territoires qui constituent aujourd'hui d'immenses propriétés agricoles de culture du café et de palmier à huile.

Les communautés indiennes de Valle de Polochic vivent la même histoire. Elles aussi ont été expulsées et dépouillées de leurs terres pour favoriser la monoculture de la canne à sucre. Ce sont là les raisons des conflits pour l'accès à la terre. Ce n'est pas un hasard si actuellement des foyers de contestation s'allument dans le Alta Verapaz, un des départements du pays qui concentre un taux élevé de conflits agraires, et qui perdureront tant que l'État continuera à ne pas les prendre en considération.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <https://www.alainet.org/es/articulo/208572>.